

ÉDITORIAL

Vol. 6, n. 15, année 2019

Avec l'arrivée de cette édition du numéro 15, la *Revista Culturas Jurídicas* (RCJ), publiée par le *Programa de Pós-Graduação em Direito Constitucional da Universidade Federal Fluminense* (PPGDC/UFF), termine l'année 2019, sa sixième année d'existence et publications. Dans ce nouveau numéro, nous abordons dans la ligne éditoriale le thème de la *Recherche Juridique et de l'Enseignement du Droit Constitutionnel et des Droits de l'Homme*, dont le développement a été possible grâce aux contributions d'auteurs et de chercheurs brésiliens et étrangers, toujours focalisé sur le maintien et l'élévation du niveau d'excellence déjà atteint par cette publication, qui confère à la revue la catégorie Qualis A2, attribuée par CAPES (*Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior*).

Comme d'habitude, cette fois, nous cherchons à apporter les thèmes de la recherche juridique et de l'enseignement du droit liés à l'Amérique latine et au droit constitutionnel, ce sont les marques qui identifient le RCJ dans la communauté universitaire brésilienne. En ce sens, nous apportons ici treize articles du domaine des professeurs qui enseignent le Droit Constitutionnel dans leurs pays et institutions, des articles de chercheurs qui remettent en question l'enseignement juridique lui-même, ainsi que la recherche juridique, nous faisant réfléchir sur les choix que nous faisons jour après jour.

Notre premier article est écrit par le professeur Docteur **Guillermo Luévano Bustamante**, docteur en Sciences Sociales avec spécialisation en Anthropologie Sociale au *Centro de Investigación y Estudios Superiores en Antropología Social* (CIESAS), Mexique; et professeur à l' *Universidad Autónoma de San Luis Potosí* (UASLP), également au Mexique. Intitulé «Formation critique aux Droits de l'Homme par la clinique juridique», le texte cherche à critiquer le modèle de formation à la recherche et, en général, l'enseignement «traditionnel» ou dominant dans le domaine juridique pour être vertical, autoritaire, mémorisé et excessivement verbalisé. Selon l'auteur, cela implique que le rôle des étudiants est normalement passif, peu réactif et principalement réceptif, avec peu d'impact sur l'exécution des opérations mentales et sur l'exécution des procédures juridiques, tant législatives, administratives, judiciaires et d'enquête par ceux qui fréquentent les classes des facultés de Droit. L'auteur poursuit en affirmant qu'il existe des modèles récents de formation à la recherche et à l'enseignement du Droit - tels que l'enseignement critique - qui seraient engagés dans des formes plus interactives et proactives et qui exigent d'autres modalités de la part de

ceux qui enseignent dans le domaine juridique. Il se termine par une discussion sur le rôle social d'une clinique des Droits de l'Homme. Le texte a été traduit en portugais par l'auteur lui-même.

Ensuite, nous présentons notre deuxième article, un travail conjoint du professeur Docteur **Fayga Silveira Bedê** (docteur en sociologie de l'Université Fédérale du Ceará - UFC; professeur du Programme d'Études Supérieures en Droit au Centro Universitário Christus - UNICHRISTUS), de **Marina Nogueira de Almeida** (Étudiante en Master en droit d'UNICHRISTUS), **Lincoln Mattos Magalhães** (Maître en droit d'UNICHRISTUS) et **José Wendel Silva de Oliveira** (Diplômé en droit d'UNICHRISTUS), qui abordent le thème le plus intéressant et le plus opportun de «Auteurs, co-auteurs et autres personnages: les dilemmes éthiques de l'attribution de la paternité de la recherche juridique - ou comment arriver à la fin du match». En se concentrant sur la critique du paradigme productiviste, qui afflige désormais la recherche juridique brésilienne, les auteurs ont cherché à problématiser les directives éthiques sur l'attribution de la paternité établies par les principaux organismes nationaux et internationaux de réglementation de la recherche, afin de placer la culture des bonnes pratiques à l'épicentre des débats.

Le troisième article de cette édition a été rédigé par le professeur Docteur **Napoleón Count Gaxiola**, docteur en droit de l'*Universidad Nacional Autónoma de México* (UNAM), professeur titulaire et chercheur à l'*Escuela Superior de Turismo del Instituto Politécnico Nacional*, Mexico; le texte a été initialement publié dans le RCJ dans le format *Ahead of Print*, dans les versions portugaises et dans son original en espagnol. Avec le titre «Vers une Vision Historique, Matérialiste et Dialectique du Droit», l'auteur cherche à introduire des critiques marxistes aux notions libérales qui forment le cadre de l'État et du Droit, en examinant les idées d'Evgeni Pachukanis, Norberto Bobbio, Carl Schmitt, Hans Kelsen, Herbert Hart et Ronald Dworkin, en explorant le Droit non pas à partir de théories, mais à partir de facteurs économiques, politiques et idéologiques, à travers les concepts de valeur d'usage, valeur d'échange, capital, marchandise, valeur, force de travail et de forme. La traduction en portugaise a été réalisée par Anne Nimrichter Oliveira (Maîtresse en Droit au PPGDC-UFF), avec la revue du professeur Docteur Lucas Machado Fagundes (docteur en Droit de l'Université Fédérale de Santa Catarina - UFSC) et professeur au Programme d'Études Supérieures en Droit de l'Université de l'Extrême Sud de Santa Catarina - UNESC).

Notre quatrième contribution est celle du professeur **Caroline Stéphanie Francis dos Santos Maciel**, doctorante et maîtresse en Droit du Programme d'Études Supérieures en

Droit de l'Université Fédérale du Minas Gerais (UFMG), intitulée «Conception institutionnelle après la Constitution de 1988: Impacts sur le Processus Législatif de l'éducation de base». En attaquant le problème de la prépondérance du Pouvoir Exécutif dans la production législative nationale, l'auteur analyse les pouvoirs législatifs conférés constitutionnellement au Président de la République, en collectant des données statistiques pour chacun d'entre eux, notamment en ce qui concerne l'éducation de base, afin de tester si une telle prépondérance peut être vérifiée dans ce domaine spécifique. Enfin, elle examine l'utilisation de ces pouvoirs présidentiels dans la pratique législative et leurs effets sur l'organisation interne du travail au Congrès National.

La cinquième contribution à cette édition du RCJ a été rédigée par le professeur **María Candelária Domínguez Guillén** (Docteur en Sciences Juridiques et professeur à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l' Universidad Central de Venezuela) et traduite en portugais par l'avocate **Tatiana dos Santos Ribeiro Strauch**. Dans l'essai, l'auteur traite du thème de la «constitutionnalisation» du Droit Civil au Venezuela, en distinguant deux modalités de cet institut, à savoir, la constitutionnalisation au sens propre ou strict, ce qui implique l'incorporation des instituts de droit civil dans le texte constitutionnel, par opposition à «constitution au sens large ou interprétatif », qui implique d'interpréter les règles ou instituts de droit civil conformément à la Constitution, en considérant son caractère de norme suprême et, par conséquent, d'interprétation. Le premier dépend de la volonté du constituant; la seconde est plus pertinente, en raison de son caractère nécessaire dans le processus d'interprétation. Se référant aux décisions de la Cour Constitutionnelle de la Cour Suprême de Justice du Venezuela qui sont pertinents en la matière, elle se termine par une allusion à certains effets et critiques de l'institut.

Le sixième article qui a contribué à ce numéro est le travail du professeur Docteur **Javier Couso Salas** (Ph.D, Université de Californie à Berkeley, États-Unis; professeur à la Faculté de Droit de l'*Universidad Diego Portales* - Santiago, Chili et coordinateur des tendances mondiales du constitutionnalisme à Université d'Utrecht - Pays-Bas), et porte le titre «La construction de la «Privatopie»: le rôle du Droit Constitutionnel dans l'expérience néolibérale radicale au Chili». Dans son texte, le professeur Couso vise à analyser les relations entre le droit constitutionnel chilien et le néolibéralisme implanté dans le pays à travers les directives du gouvernement du dictateur Pinochet, en examinant, pour cela, les voies et les choix politiques qui ont conduit le Chili au régime dictatorial de 1973 jusqu'en 1990, ainsi que leurs implications juridiques et économiques. En contextualisant le moment

de forte polarisation et de rupture avec les institutions démocratiques, il analyse l'introduction du néolibéralisme dans l'ordre constitutionnel à travers le protagonisme des *Chicago Boys* et leur doctrine, alors concédée par la junte militaire, qui démystifie la supposée spontanéité attribuée à la pensée néolibérale, ainsi que démontre sa relation étroite avec l'autoritarisme et la technocratie. Enfin, l'auteur analyse également les impacts les plus actuels de la Constitution néolibérale chilienne après avoir surmonté le régime dictatorial. La traduction en portugaise a été réalisée par Roberta de Stéfani Vianna (Étudiante en Master en droit au PPGDC / UFF) et révisée par Victoria Lourenço de Carvalho e Gonçalves (Étudiante en Master en droit par PPGDC / UFF) et Enzo Bello (Rédacteur en chef du RCJ).

La septième contribution est le résultat d'un travail écrit à quatre mains par le professeur Docteur **Carlos Frederico Marés de Souza Filho** (Docteur en Droit de l'Université Fédérale de Paraná - UFPR et professeur titulaire à l'Université Pontificale Catholique de Paraná - PUC-PR), et par **Anne Geraldi Pimentel** (Doctorant en Droit au Programme d'Études Supérieures en Droit du PUC-PR), et parle de «La Constitution de Cuba et la Question Agraire». L'article vise à vérifier certains points qui indiquent la continuité des idéaux socialistes présents dans l'État cubain depuis la Révolution de 1959 en vue de la récente réforme constitutionnelle de 2019 à Cuba, d'où est née la nécessité d'analyser les continuités et les discontinuités du processus de formation de l'État dans des idéaux socialistes mentionnés. L'une de ces continuités se révèle dans la manière dont la question agraire du pays a été traitée, car la réforme agraire a été l'une des premières mesures du gouvernement après 1959 et l'un des piliers de la formation de l'État, qui renvoie immédiatement à la question constitutionnelle de l'utilisation et de la propriété foncière, une question qui a été réécrite dans la nouvelle Constitution cubaine.

Dans le huitième article nous présentons un article résultant de l'effort analytique du professeur Docteur **Wanda Capeller** (Docteur en Droit de *Université de Picardie*, Amiens, France, et professeur émérite de *Sciences Po Toulouse do Institut d'études politiques de Toulouse*, France). Dans son article intitulé «L'érosion de l'État de Droit: les réaffectations du discours juridique», la professeur affirme qu'il y a eu d'innombrables inflexions dans l'État de Droit au 21e siècle, inflexions qui correspondent à des changements politiques, culturels et sociaux. Afin de mieux observer ces transformations, l'auteur propose une approche sémantique, orientée vers les relations du discours juridique avec le pouvoir, visant à éviter les cristallisations de ce paradigme pour l'observer d'un point de vue critique et multidimensionnel. En affirmant que la déconstruction du discours sur l'État et les droits

permet d'appréhender le sens des déclarations juridiques à l'ère du capitalisme néolibéral, l'auteur vise à appréhender la complexité de ces relations, dont la solidarité émerge de nouvelles rationalités juridiques et de nouvelles significations normatives.

Le neuvième article qui fait partie de cette édition a été écrit par le professeur Docteur **Marco Aurelio Lagreca Casamasso** (Docteur en Droit de l'Université Pontificale Catholique de São Paulo - PUC-SP, professeur et actuellement coordinateur du Programme d'Études Supérieures en droit constitutionnel à l'UFF). L'article vise à offrir des éléments de réflexion autour de la relation complexe entre la citoyenneté et la Constitution, en privilégiant - contrairement aux approches juridiques traditionnelles - les ambiguïtés, les tensions et les conflits qui surviennent entre, d'une part, les demandes de garantir et d'élargir les droits de citoyenneté et, de d'autre part, la Constitution. Après avoir considéré sa pertinence dans le scénario du constitutionnalisme moderne, l'auteur a choisi de délimiter l'objet de la recherche à l'expérience constitutionnelle américaine, en proposant une critique de la perspective juridique de la citoyenneté - en mettant l'accent sur ses limites face aux revendications et aux conflits sociaux pour l'expansion des droits fondamentaux - pour ensuite mettre en évidence l'éventuel antagonisme entre la Constitution et la citoyenneté. Enfin, il présente des aspects de la Constitution des États-Unis réfractaires à la citoyenneté, en donnant au texte un exemple de décisions injustes de la Cour Suprême des États-Unis, au détriment des citoyens.

Le dixième article a été écrit par le professeur **Carolina Alves Vestena** (Docteur en Droit à l'Université d'État de Rio de Janeiro - UERJ et professeur à l'Université de Kassel et chercheur à l'*Institut für Entwicklung und Frieden* de l'Université de Duisburg-Essen, tous deux en Allemagne), et porte le titre «Politique publiques et réglementation: pour une analyse historico-matérialiste du programme *Bolsa Família* au Brésil». En partant de la large discussion qui existe toujours sur cette telle politique publique, le professeur dit que sa pertinence, sa rapidité et sa capacité à s'adapter aux différents modèles de partis et aux régimes gouvernementaux doivent toutefois être systématiquement examinés - à ce qui est proposé. En plus d'analyser le processus d'institutionnalisation du programme *Bolsa Família* (PBF) au Brésil, sous les gouvernements du Parti des Travailleurs (PT), l'article offre un aperçu pour comprendre sa continuité au fil des ans, malgré les changements de partis au sein du gouvernement fédéral. Sur la base d'une analyse politique historico-matérialiste, l'auteur soutient que le PBF est une politique hégémonique au sein de l'assistance sociale brésilienne, qui renforce un paradigme de bien-être basé sur l'accès aux services de base via le marché et non comme un droit social universel, en attribuant sa caractéristique hégémonique aux

stratégies d'unification, de centralisation et d'accords entre entités fédérales qui ont été élaborés dans le cadre du processus de définition de l'agenda qui a conduit à la mise en œuvre du programme. Publié sous forme bilingue en portugais et en anglais, le texte a été traduit par l'auteur elle-même.

Nos deux prochaines contributions traitent sur le thème latino-américain de *Buen Vivir*. Le onzième article de ce numéro a été rédigé à six mains par les professeurs **José Luiz Quadros de Magalhães** (Docteur en Droit de l'Université Fédérale de Minas Gerais - UFMG et professeur du Programme d'Études Supérieures en Droit à l'Université Catholique Pontificale de Minas Gerais - PUC-Minas), **Sofia Miranda Rabelo** (Docteur en Droit de PUC-Minas) et **Silvia Gabriel Teixeira** (Doctorante en Droit de l'Université de Coimbra, Portugal). L'article vise à aborder l'éthique de *Buen Vivir* comme un projet de résistance et comme une alternative à la compréhension hégémonique du développement qui a été diffusée et réalisée par de grandes organisations et sociétés internationales, et à partir de ce nouveau principe constitutionnel andin les auteurs affirment l'importance de repenser, selon une approche décoloniale, le rôle joué par les États et les organisations internationales en matière de développement local.

La douzième contribution est le résultat du travail conjoint des professeurs **Maria Aparecida Lucca Caovilla** (Docteur en Droit du Programme d'Études Supérieures en Droit de l'Université Fédérale de Santa Catarina - PPGD / UFSC et professeur du Programme d'Études Supérieures en Droit de la Université Communautaire de la Région de Chapecó - Unochapecó) et **Silvana Winckler** (Docteur en droit de l'Université de Barcelone, Espagne, et professeur des Programmes d'Études Supérieures en Droit et Sciences de l'Environnement, tous deux d'Unochapecó. Avec le titre «*Bem-viver*: Chemins pour un autre développement possible», les auteurs affirment le nouveau souffle donné qui a été à l'interculturalité, à la sagesse mystique et aux manifestations juridiques plurielles des peuples du Sud - longtemps étouffées - par les processus constitutionnels de l'Équateur (2008) et de la Bolivie (2009), en cherchant à analyser dans l'article si les propositions constitutionnelles de *Bem Viver* peuvent être considérées comme une alternative de développement capable de fournir la construction la plus collective de la vie; contrastant avec les théories conventionnelles du développement, encourageant de façon critique les approches du modèle de développement adopté dans le monde. Ceci est compris uniquement comme la croissance économique, qui a soumis les pays pauvres et en développement à l'accepter comme mondiale, en articulant des concepts déjà consolidés dans le domaine de l'économie, des sciences sociales, de l'écologie et du droit avec

le processus historique qui a déclenché la crise du sphères environnementales, économiques, politiques, sociales et culturelles.

La treizième et dernière contribution qui constitue cette édition a été préparée par le professeur Docteur **Andreas Fischer-Lescano** (Docteur en droit par *Johann Wolfgang Goethe-Universität Frankfurt am Main*, Allemagne, professeur à l'Université de Brême et directeur exécutif du *Zentrum für Europäische Rechtspolitik (ZERP)*, et traduit en portugais de l'original en allemand par **Ramón de Vasconcelos Negócio** (Docteur en Théorie du Droit - *Rechtswissenschaft pela Goethe-Universität, Frankfurt am Main*, Allemagne, et professeur au 7 de Setembro University Center (UNI7, Ceará). Avec le titre «Modération de la proportionnalité: *Whistleblowing* en Droit Transnational», l'auteur cherche à démontrer les limites de la proportionnalité pour résoudre les affaires impliquant *Whistleblowers*, étant donné qu'il fait actuellement partie du bon sens que la dénonciation des irrégularités peut effectivement apporter des illégalités et les plaintes sociales à l'attention du public, et qu'un grand nombre d'efforts réglementaires transfrontaliers, des Codes de Conformité en matière de Gouvernance d'Entreprise à l'arène politique, sont donc, dédié à l'objectif de protéger le *Whistleblowing* transnational contre la répression et de permettre la protestation contre les pratiques illégales..

Nous publions ce numéro avec la certitude que les contributions incluses ici maintiennent et élèvent le niveau d'excellence que nous recherchons continuellement pour le RCJ et la recherche universitaire dans le domaine du Droit. Nous remercions une fois de plus les auteurs qui nous ont confié leurs travaux et nous rappelons à tous les intéressés que les portes du RCJ restent ouvertes pour recevoir des oeuvres engagées dans le renforcement de la dialectique entre les différentes cultures juridiques. ainsi que des discussions critiques sur des questions qui ont un impact sur la société en général.

Prof. Dr. Enzo Bello

Rédacteur en chef du RCJ

Étudiante en Master Bruna Jakobi

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiante en Master Giuliana Casazza

Rédacteur Assistant du RCJ

Maîtresse Karina Freire

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiante en Master Lilian Nascimento

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiante en Master Maria Clara Conde Moraes Cosati

Rédacteur Assistant du RCJ

Maître Renato Barcellos

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiant en Master Rodolfo Bastos Combat

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiante en Master Samara Rebeca de O. Costa

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiante en Master Victoria L. de C. e Gonçalves

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiante en Thaiana Conrado Nogueira

Rédacteur Assistant du RCJ